

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat **CGT** des Retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont **N° 1 (226)** - JANVIER 2021



VŒUX...



...UNE PHOTO, LA MAIRIE DE CHAUMONT illuminée et sa place scintillant de centaines de flambeaux pour dire **NON À LA RÉFORME DES RETRAITES...**

Cette place a-t-elle jamais été aussi belle et porteuse d'espoir ? Quand on pense que certains la voudraient sans odeur et sans saveur. Sans drapeaux ni manifs ! Nous connaissons tous la citation de Victor Hugo : « *Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent* ». On connaît moins la suite : « *Les autres, je les plains car le plus lourd fardeau, c'est d'exister sans vivre !* »*

Nouvelle année. Peut-elle être pire que la précédente ? Même si l'on a du mal à le croire, on tend le dos. Il y a la pandémie gérée à la six-quatre-deux qu'on résume en quelques mots : masques, hôpitaux qui craquent de partout, réa fermée, tests, dé/re/confinement, couvre-feu (10, 12, bientôt 24 heures ?). Ajoutons-y les vaccins qui ne devaient pas être obligatoires mais qui vont le devenir par la vertu d'une loi (mise pour l'instant au placard) qui prévoit de sanctionner les rétifs et les sceptiques... Pour créer une ambiance de doute et de complot autour de la vaccination, il n'y a pas mieux.

Et comme si la Covid ne suffisait pas, ce gouvernement l'utilise pour amplifier encore la casse des droits sociaux et des libertés collectives et individuelles... On se retrouve dans un pays sans gloire, sans idéal, sans passion, aux mains des énarques et du CAC40.

On nous dira qu'en ces temps de pandémie, il faut se serrer les coudes, se rassembler, mais se rassembler autour de qui ? De la troïka Macron, Castex, Darmanin ? Allons, soyons sérieux. Est-ce que *l'Alouette* et *l'Iriondelle* peuvent s'allier aux serpents à sonnettes ?

La poète a toujours raison, l'espoir, c'est la lutte. La lutte qui nous remet un peu de rêve en tête. On l'a vu tout au long de cette année terrible, notamment avec les quatre marches des libertés et des justices.

Comment défendre nos droits, nos libertés sinon en poursuivant et en amplifiant l'action.

Pour cela, ne faut-il pas une CGT-Retraitées forte en adhérents, présente partout et pour tous ?

Donnons-nous rendez-vous à la première manifestation de 2021, le 16 janvier, une marche pour la défense des libertés.

Meilleurs vœux à vous et à vos proches. Et prenez soin de vous.

RICHARD VAILLANT

**Merci à Roger Martin, écrivain de me l'avoir rappeler sur son blog Rouge Cerise*

MARCHE DES LIBERTÉS

CHAUMONT SAMEDI 16 JANVIER 11H

PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE

DES MOTS DE LA DEMOGRAPHIE

Les chiffres Insee de la population au 1^{er} Janvier 2018 ont été officiellement communiqués le 29 décembre.

Nous y reviendrons plus en détail, mais disons tout net qu'ils ne sont pas bons. Et ce n'est nullement une manière de voir entre optimiste ou pessimiste. C'est être réaliste. En 2017, le département perd à nouveau 1 571 âmes après les 2 444 de 2016. Le calcul vite fait : moins 4 000 en deux ans est sans ambiguïté.

Si le département a connu un recul démographique moyen d'un millier par an de 2000 à fin 2015, l'accélération est brusque. Et les chiffres connus qui ne seront officialisés que dans les années à venir laissent peu d'espoir quant à une « inversion de la courbe ».

Les prévisions au 1^{er} Janvier 2020 utilisées par l'ARS Grand-Est pour le suivi de la crise sanitaire ne manquent pas d'inquiéter. Elles situeraient le département sous les 170 000 habitants. Quant à 2020 et l'estimation à venir au 1^{er} Janvier, même en croisant les doigts, elle risque fort d'être une « annus horribilis ».

LE COVID AU PAYS DU SOLEIL LEVANT

La France talonne les Etats-Unis pour le nombre de décès dus au virus. Quand bien même notre gouvernement se glorifierait d'un bilan « moins pire » qu'ailleurs, ce qui s'est passé et se passe au Japon, pays pourtant très proche de la Chine et du « foyer initial » de l'épidémie, doit nous interroger : plus de 60 000 morts chez nous quand, dans la grande île, n'en sont répertoriés « que » 3 200 pour le double de population (126 167 000 habitants) soit **40 fois moins** !

Voilà une énigme qu'il faudra bien percer et nous comptons sur la sagacité du ministre Véran et du bon docteur Salomon pour faire rendre gorge à ce qui relève, non d'un mystère, mais de leur silence. C'est vraiment comme ça les arrange !

AMAZON, LE GRAND PROFITEUR DU COVID

Le deuxième confinement a de nouveau favorisé le commerce en ligne, à commencer par Amazon. Entre témoignage d'une salariée et révélations sur les pratiques du géant du commerce numérique, Reporterre vient de publier de fortes enquêtes. <https://reporterre.net/Amazon-le-grand-profiteur-du-Covid>

UN SACRE COUP DE JEUNE !

Le Théâtre Municipal, enfin ce qu'il en reste, est un problème pour la municipalité. Celle-ci et les précédentes. Peut-être aussi les suivantes... Si le rapide historique du bâtiment, tracé par les Domaines dans l'Affranchi, n'a pas interrogé les plus jeunes retraités, il a pour le moins fait sourire les plus anciens. « ...transformé en cinéma dans les années 1970... ». Waouh ! Un sacré coup de jeune pour ceux qui, dans les années 50 ont usé leurs culottes courtes sur les bancs de la « poulailler ». Grappillé parfois, pour les moins nantis, les 20 centimes (d'ancien franc) du ticket en empruntant discrètement, à rebours, l'issue de secours, connu le petit frisson d'une prime amourette dans une des loges (stop !) ou, un peu plus tard, assisté aux séances un peu huppées du Ciné Club d'alors. Que s'ouvre la bouche des vrais historiens ! Repassez-nous la saga Jacquin !

UN CHOIX NON CORNELIEN

Le grand argentier Le Maire a tenu à exprimer deux petits tracas. D'abord la nécessité de différer la suppression totale de la taxe d'habitation par suite de gros besoins. Ensuite, la mauvaise volonté des pas-riches qui, par suite de la non amélioration de leur sort, ne permettent pas à la réforme des APL de gratter sur leur dos les 2,4 milliards prévus.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

CHAQUE SEMAINE, VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT. AIDEZ VOUS AUSSI À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

PROFOND, BIEN PROFOND...

Si l'on en croit deux journalistes de Gala, Ava Djamshidi et Nathalie Schuck, Macron adopte "un vocabulaire très sexué", pour ne pas dire "scabreux", avec beaucoup de connotations sexuelles lorsqu'il se retrouve avec ses conseillers ou des «personnes intimes». À tel point qu'un «élu de premier ordre (sic)» a révélé au Parisien que Macron n'était pas le gendre idéal. Ce dont nous n'avions jamais douté. Pas plus qu'il n'est un président exemplaire...

Ainsi au sortir d'une supposée victoire sur ses adversaires politiques, on lui prête ces propos : «Je les ai bien baisés !», «Je leur ai mis profond». Tout en délicatesse, en effet.

Selon un proche, le chef d'Etat serait simplement comme ça avec les personnes avec qui il se sent à l'aise. On est rassuré, avec nous, il a gardé son quant à soi, pesé chacun de ses mots et c'est tout en retenue que les ouvrières de Gad ont été déclarées illetrées, que dans les gares il y a des gens qui ne sont rien, que la Bretagne est une maffia et le Nord de la France est bourré (!) d'alcooliques... On comprend aussi pourquoi Bigard et Macron se téléphonent, paraît-il, régulièrement et s'entendent comme larrons en foire.

On ne sait d'ailleurs pas qui des deux est à l'origine de cette phrase cul-te : « D'où il sort ce connard. Olivier Véreux de mes couilles ».

Si quelqu'un a la réponse...

RACHID R.

LE DESSIN DE LA SEMAINE



PARADOXE ET HYPOCRISIE

« Le meilleur moyen de célébrer la nouvelle année est de ne pas la célébrer ». C'est un paradoxe. En quelques mots bien méprisants prononcés dimanche 27 décembre, le ministre de la Santé venait de passer à la trappe une tradition pourtant solidement ancrée. Après deux confinements et 10 mois de marasme et quelles que soient les « dispositions » annoncées depuis, cette déclaration a valeur de constat d'échec.

Malgré cela, ne devrions-nous pas faire confiance à M. Véran ? Combattre la diffusion du virus ne demande-t-il pas un dernier coup de pouce, un ultime sacrifice ? Et que réclame ce sacrifice ? De la bonne volonté et de la discipline. Pourtant, les difficultés, non seulement d'« organisation économique » quasiment insurmontables, sont telles qu'elles rendent infaisable ce qui relève de l'utopie.

L'état de nos hôpitaux et, plus largement, de notre service de santé et de nos services publics (masques, bouteilles à oxygène, respirateurs, combinaisons de protection, manque de personnel), l'impréparation, les retards et les attermolements, les gesticulations et les mensonges de nos dirigeants ont illustré ce qui s'exprime très largement aujourd'hui : dès le mois de mars, et même bien avant, le gouvernement avait et a toujours d'autres préoccupations que notre santé. La preuve chaumontaise nous en est d'ailleurs donnée par l'ARS (l'Agence régionale de santé) qui refuse obstinément la réouverture du service de réanimation.

En quoi le rappel de faits presque anciens nous est-il indispensable ? C'est que la pagaille continue ! Rien ne justifiait par exemple la fermeture des boutiques quand les grandes surfaces se frottaient les mains de la situation. Pas plus que n'est justifiée, à l'heure actuelle, la mise sur la touche des lieux de culture, de loisirs, de sport ou de convivialité.

Ce rappel est d'autant plus indispensable que le chef de l'État s'égosille en annonçant la gratuité des injections futures : « Soyons fiers de notre système de santé ! » Quand, sous son règne, 7 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux, quand la satisfaction des revendications des personnels de santé est toujours au point mort et que les coups portés à notre Sécurité sociale la fragilisent sans répit. Le président ne manque pas de culot et a beau jeu de tenter d'apparaître au-dessus de la mêlée.

Véran a abusé du paradoxe et Macron de l'hypocrisie. Moyens peu glorieux alimentant doute, anxiété et rejet d'une politique aux effets abominables, mais aussi suspicion à l'adresse d'un vaccin que l'on annonce salvateur et dont l'histoire ne fait que commencer.

JACK FORMET

DE LA VIOLENCE ET DES DROITS DE L'ETAT

Le Dimanche 3 Janvier à 14 H, à l'appel de la Coordination Stop Loi Sécurité Globale, est organisée à Paris une marche commémorative en mémoire de Cédric Chouviat. C'est, en effet, il y a tout juste un an, que ce livreur est arrêté pour un banal contrôle routier. Au cours de celui-ci il va faire l'objet d'une clé d'étranglement par un policier qui l'a plaqué au sol sur le ventre et menotté avec l'aide de deux autres agents. Cédric décèdera non sans avoir répété sept fois « j'étouffe ». Comme un remake de la scène vidéo montrant la lente et odieuse agonie de G. Floyd aux USA quelques mois plus tôt.

Cette marche s'inscrit dans la dénonciation des violences policières et de la loi liberticide contre laquelle, depuis le 28 novembre, quatre marches ont déjà été organisées un peu partout en France, y compris à Chaumont. Une autre étant dès à présent prévue le 16 janvier.

Comme pour le producteur de musique Michel Zecler subissant le 21 novembre, dans son studio, une volée de coups assénés par des policiers, les captures vidéo des violences policières constituent des éléments de preuve d'autant plus nécessaires qu'en leur absence les victimes seraient vite apparues coupables. Et la vigilance reste de mise puisque, dans le dernier cas, la victime apprend « en même temps » qu'il gardera des séquelles toute sa vie et que les policiers impliqués, qui ont reçu l'aide fonctionnelle du préfet (avec notre argent !) ont déjà été remis en liberté provisoire.

Si les conditions de la période et l'éloignement ne nous permettent guère une participation à cette marche, notre soutien et notre solidarité sont tout acquis.

G. TARDENOIS

LACROIX VEUT SAUVER LA CROIX... DE LORRAINE

Le Canard Enchaîné se paie (!) la gestion du Mémorial Charles-de-Gaulle à Colombey. De déboires en tensions internes, ce monument érigé à la gloire du gaullisme par des politiciens qui en ont oublié jusqu'au b.a.-ba, est en déficit chronique. Mais comme le président du Mémorial n'est autre que le président du Conseil départemental Nicolas Lacroix, cela facilite les choses quand il s'agit de renflouer les caisses. Le Canard nous apprend qu'en 2020, année du 50e anniversaire de la mort du Grand Charles, le déficit a été de 200 000 euros. On ne sait pas si cette somme comprend la venue de Macron le 9 novembre dernier. 200 000 euros auxquels s'ajoutent les déficits des années 2018 et 2019 de 100 000 euros chacun. C'est déjà pas mal pour un mémorial au chiffre d'affaires de 600 000 euros. Mais ce n'est pas fini puisque l'article nous apprend que des travaux de réaménagement du hall sont programmés pour la modique somme de 600 000 euros...

Et le Volatile (comme l'appelait le Général) de conclure : « Creuser un trou dans la dalle pour boucher le trou dans les finances, c'est du grand art ! » Vive Lacroix (de Haute-Marne) !

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVOYER : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom, Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

MOBILISONS-NOUS LES 3, 16 ET 30 JANVIER CONTRE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE ET LES AUTRES TEXTES LIBERTICIDES.

Communiqué de la coordination StopLoiSécuritéGlobale

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale donne rendez-vous aux défenseur-se-s des libertés dès le dimanche 3 janvier 2021, à Paris, à l'occasion de la Marche blanche en mémoire de Cédric Chouviat. Un an après la mort de ce père de quatre enfants, entre les mains de la police, nous serons aux côtés de sa famille. Son père Christian Chouviat avait déjà accompagné la délégation reçue au ministère de l'Intérieur lundi 23 novembre, malgré les réticences de Gérald Darmanin.

Nous appelons aussi à de nouvelles Marches des libertés, samedi 16 janvier, partout en France, avant un grand rassemblement, samedi 30 janvier, à Paris. Cette dernière date mêlera les voix des journalistes, documentaristes, réalisateur-trices, victimes et familles de victimes de violences policières, associations de droits humains et artistes solidaires du combat contre les lois liberticides.

D'ici là, nous appuierons les actions qui ont pour objectif le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information. La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale continuera à informer sur les conséquences délétères de ces textes, par le biais de clips réalisés par l'équipe vidéo de la coordination, donnant un éclairage juridique et faisant témoigner des victimes de violences policières.

Depuis le premier rassemblement organisé le 17 novembre devant l'Assemblée nationale, notre coordination n'a cessé de s'élargir. Formée à l'initiative des quatre principaux syndicats de journalistes dont le SNJ et de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), elle comprend aujourd'hui des associations ou collectifs représentant les métiers de la presse et des médias, et aussi des organisations œuvrant dans le domaine de la justice, des libertés numériques, de la défense de l'environnement ou contre les violences policières et leur impunité.

Dans le même temps, des coordinations locales se sont formées à travers tout le pays et plus de 150 villes ont connu au moins une manifestation contre la proposition de loi « Sécurité globale ».

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (500 000 manifestant-e-s en France, le 28 novembre), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce s'agissant de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ». Texte que le

Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre ni le « Beauvau de la sécurité » ne sauront nous détourner de notre objectif. Du reste, Emmanuel Macron n'a toujours pas répondu à notre demande de rendez-vous adressée par courrier et publiée sous la forme d'une lettre ouverte le 14 décembre.

Par ailleurs, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou

syndicales, aux comportements et habitudes de vie...

Les pressions politiques de policiers se présentant en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu-e-s ou devant des tribunaux confirment nos craintes quant à l'instauration d'un véritable État de police par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains ».

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale fédère des syndicats (dont le SNJ), sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateur-trices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de victimes et de familles de victimes de violences policières, collectifs de quartiers populaires, exilé-e-s et Gilets jaunes.

Paris, le 24 décembre 2020

